

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 AVRIL 1919.

PROJET DE LOI SUR LES LOYERS ⁽¹⁾.

RAPPORT

PRÉSENTÉ, AU NOM, DE LA COMMISSION (2), PAR M. BRUNET.

MESSIEURS,

La Commission spéciale chargée d'examiner le projet voté par le Sénat a été guidée par la préoccupation de hâter, autant que possible, la solution de la question des loyers.

Tout retard dans l'élaboration de la loi entraînerait des conséquences plus graves que l'admission de règles dont le principe se heurte à certaines critiques.

Le projet voté par le Sénat ne diffère essentiellement du texte admis par la Chambre qu'en ce qui concerne la question de savoir à qui incombe la preuve que le loyer est irrécouvrable.

Sans doute, l'économie même du système admis par la Chambre est liée à cette question de preuve.

Imposer à tous les locataires l'obligation de prouver leur insolvabilité au cours de débats judiciaires, c'est méconnaître le caractère social de la loi, c'est réduire les conflits entre propriétaires et locataires au rang de simples contestations entre particuliers.

(1) Projet de loi amendé par le Sénat, n° 115. (Voir les n° 5, 29, 40, 43, 49, 51, 54, 55, 65, 68, 77 et 80 de la Chambre des Représentants; n° 40 et 49 du Sénat.)

(2) La Commission était composée de MM. DE PONTIÈRE, président. BRIFAUT, BRUNET, FIEULLIEN, HANSSENS, PIRARD, VANDEWALLE et WAUWERMANS.

Le projet voté par le Sénat fait abstraction des éléments sociaux pour ne voir que la situation personnelle des parties en cause. Il doit avoir pour conséquence de déterminer des propriétaires à assigner leurs locataires. Il contraint ceux-ci à exposer leur détresse au juge qui statuera d'après des données purement personnelles.

Votre Commission redoute dans le système intégral du Sénat l'éclosion d'innombrables procès. Il lui a semblé qu'il y avait un intérêt essentiel à en réduire le nombre dans la mesure du possible.

Votre Commission a été d'avis que, lorsqu'il s'agit de loyers de peu d'importance, il importe de ne pas permettre aux propriétaires d'attirer en justice les locataires qui n'ont pas payé leurs loyers, à moins que ces propriétaires ne soient à même de prouver que les locataires sont en état de payer.

Pour les « petits loyers », nous demandons à la Chambre de maintenir le système auquel elle a donné son adhésion. Le taux extrêmement réduit du loyer, le fait du non-paiement créent une présomption qu'il importe que le propriétaire soit tenu de renverser.

En ce qui concerne les loyers d'un taux supérieur à celui qui est indiqué à l'article 2 du projet, la majorité des membres de la Commission s'est ralliée à la solution admise par le Sénat : Les locataires auront à prouver que leurs ressources ne leur permettent pas d'acquitter leurs loyers.

Toutefois, en présence des commentaires auxquels a donné lieu l'article 20 du projet de loi relatif à la déclaration et au serment, la Commission a estimé qu'il convenait que tout au moins une modification fût apportée à cet article.

Si, comme on a semblé l'admettre, la déclaration peut être imposée au locataire sans même qu'une preuve soit tentée contre lui, cette disposition du projet risque de fausser complètement l'économie de la loi.

La règle mettant la preuve à charge du propriétaire serait souvent dénuée de toute efficacité s'il était permis au juge, en l'absence de toute preuve faite contre le locataire, d'imposer à celui-ci une déclaration de ses ressources et de ses charges. Ce serait, en vérité, le locataire qui, sous des sanctions pénales sévères, serait astreint à l'obligation de faire une preuve que la loi entend, en certains cas, mettre à charge du propriétaire.

La Chambre a admis la disposition qui organise la déclaration et le serment.

Elle aura à apprécier si, en présence des modifications qu'ont subies les projets qui lui avaient été soumis par le Gouvernement et par la Commission spéciale, il convient qu'elle maintienne ce double mode de preuve, — la déclaration et le serment, — ou s'il n'échet pas que la loi se borne à renvoyer aux dispositions du Code civil en ce qui concerne le serment supplétif.

Si la déclaration est maintenue comme mode de preuve, l'article 20 doit être amendé.

Le texte que propose la Commission établit que, comme le serment, la

déclaration est en réalité une déclaration supplétive. Le juge ne pourra l'imposer que si les éléments de preuve qui lui sont déjà soumis justifient une décision.

La Sénat a modifié la période prévue à l'article 1^{er} du projet voté par la Chambre.

La Chambre avait fixé la période en vue de laquelle des dispositions spéciales étaient prises pour régler le sort des loyers « à trois mois après la publication de la présente loi sans que cette période pût dépasser la durée de la guerre ».

Le Sénat fixe la fin de cette période à la « fin de la guerre ».

Le texte adopté par la Chambre a l'avantage de fixer un délai maximum de trois mois après la publication de la loi.

Quel que soit le moment où la paix sera définitivement signée, il serait acquis que la période pour laquelle des mesures exceptionnelles sont instituées par la loi ne dépassera pas ce délai de trois mois.

Le Sénat impose au juge l'obligation de n'accorder des exonérations de loyer qu'avec une « grande réserve ».

Comment justifier ces termes en présence de la preuve que la loi met à la charge du locataire et à laquelle elle subordonne la possibilité d'accorder une remise des loyers?

Sans doute, le juge devra apporter de la réserve à l'octroi des délais et des remises de loyer. Mais, à insérer dans le texte des règles trop rigoureuses, on risque de paralyser le juge et de rendre le plus souvent illusoire le pouvoir inscrit dans la loi.

L'article 4 du projet du Sénat devra subir une modification de pure forme si l'amendement que propose la Commission à l'article 2 est adopté.

La nouvelle disposition de l'article 2 rend inutile la mention de cet article dans le texte de l'article 4.

Votre Commission n'a pas cru pouvoir se rallier à la disposition de l'article 25 du projet du Sénat.

Cette disposition soulève la grave discussion de la valeur des décisions des tribunaux d'arbitrage créés pendant l'occupation. L'insertion dans la loi de cet article pourrait être invoquée comme une reconnaissance à ces tribunaux de rouages réguliers de la justice belge.

Le texte admis par le Sénat semble ouvrir un droit d'appel à ceux qui ont été condamnés par des jugements rendus par défaut, bien que ces jugements soient passés en force de chose jugée.

Bien loin d'élargir les recours, ce texte aurait pour effet de les restreindre.

L'arrêté royal du 26 octobre 1914 a déclaré suspendre pendant la durée du temps de guerre, notamment au profit de ceux qui résident dans

une province occupée par l'ennemi, tous délais impartis pour attaquer les décisions des diverses juridictions.

La disposition votée par le Sénat semble dès lors inutile et même dangereuse, car on pourrait y voir une restriction des droits que réserve l'arrêté royal du 26 octobre 1914.

Telles sont les modifications que votre Commission spéciale vous propose d'apporter au texte que vous a transmis le Sénat.

Elle les a arrêtées en se pénétrant d'un réel esprit de conciliation.

Le Rapporteur,

ÉMILE BRUNET.

Le Président,

DE PONTIÈRE.

AMENDEMENTS PROPOSÉS PAR LA COMMISSION.

AMENDEMENTEN DOOR DE COMMISSIE VOORGESTELD.

Projet de loi amendé par le Sénat,
(Articles que la Commission propose
de modifier.)

Wetsontwerp door den Senaat gewijzigd.
(Artikelen waarin de Commissie wijzigingen
voorstelt.)

CHAPITRE PREMIER.

Exonérations et délais.

ARTICLE PREMIER.

Le juge peut accorder, pour le paiement des loyers échus anticipativement le 1^{er} août 1914 ou depuis cette date jusqu'à la fin de la guerre, des délais qui ne dépasseront pas cinq années à compter du jour du jugement définitif jusqu'au paiement du solde, à charge par le preneur de prouver que ses ressources et celles de son conjoint non séparé de corps ne lui permettaient pas pendant la guerre, et ne lui permettent pas à la date de l'action, de s'acquitter des loyers.

Le juge peut aussi, sous la même condition, mais en usant de ce pouvoir avec une grande réserve, exonérer le preneur du solde impayé de la moitié des loyers échus ou d'une quotité inférieure à ce solde.

Il décidera si les secours obtenus du Comité National ou d'une institution publique ou privée doivent entrer en compte dans le calcul des ressources du locataire.

ART. 2.

Le juge ne prononcera aucune condamnation au paiement des loyers ci-dessus prévus si le loyer annuel ne dépasse pas :

600 francs pour les immeubles situés à Bruxelles, Schaerbeek, Ixelles, Molen-

EERSTE HOOFDSTUK.

Ontlastingen en respijt.

EERSTE ARTIKEL.

Tot kwijting der huishuur, vooruit betaalbaar op 1 Augustus 1914 of sedert dezen dag tot na het eindigen van den oorlog, kan de rechter termijnen bepalen, welke niet vijf jaar, te rekenen van den dag van het eindvonnis tot de saldo-betaling, mogen overschrijden, mits de huurder het bewijs levert dat zijne geldmiddelen en die van zijn niet van tafel en bed gescheiden echtgenoot hem gedurende den oorlog niet in staat stelden en hem op den dag der vordering niet in staat stellen de huishuur te betalen.

De rechter kan ook onder dezelfde voorwaarde, mits hij echter een zeer bescheiden gebruik van dit recht maakt, den huurder ontlasten van het niet betaalde saldo der helft van de vervallen huishuur of van een deel beneden dit saldo.

Hij beslist of de onderstand, verleend door het Nationaal Comité of door eene openbare of private instelling, in aanmerking moet genomen worden bij het berekenen der geldmiddelen van den huurder.

ART. 2.

Tot betaling van voormelde huishuur wordt door den rechter niet veroordeeld, indien de jaarlijksche huishuur niet overschrijdt :

600 frank voor de vaste goederen gelegen te Brussel, Schaerbeek, Elsene,

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

CHAPITRE PREMIER.

EERSTE HOOFDSTUK.

Exonérations et délais.

Ontlastingen en respijt.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

Le juge peut accorder, pour le paiement des loyers échus pendant une période commençant au 1^{er} août 1914 et prenant fin trois mois après la publication de la présente loi, sans qu'elle puisse dépasser la durée de la guerre, des délais qui ne dépasseront pas cinq années à compter du jour du jugement définitif jusqu'au paiement du solde, à charge par le preneur de prouver que ses ressources et celles de son conjoint non séparé de corps ne lui permettaient pas pendant la guerre, et ne lui permettent pas à la date de l'action, de s'acquitter des loyers.

Le juge peut aussi, sous la même condition, exonérer le preneur du solde impayé de la moitié des loyers échus ou d'une quotité inférieure à ce solde.

Il décidera si les secours obtenus du Comité National ou d'une institution publique ou privée doivent entrer en compte dans le calcul des ressources du locataire.

ART. 2.

Le juge ne prononcera aucune condamnation au paiement des loyers ci-dessus prévus si le loyer annuel ne dépasse pas :

600 francs pour les immeubles situés à Bruxelles, Schaerbeek, Ixelles, Molen-

Tot kwijting der huishuur vervallen gedurende een tijdperk ingaande met 1 Augustus 1914 en een einde nemend drie maand na de bekendmaking dezer wet, zonder dat dit tijdperk den duur van den oorlog moge overschrijden, kan de rechter termijnen bepalen, welke niet vijf jaar, te rekenen van den dag van het eindvonnis tot de saldobetaling, mogen overschrijden, mits de huurder het bewijs levert dat zijne geldmiddelen en die van zijn niet van tafel en bed gescheiden echtgenoot hem gedurende den oorlog niet in staat stelden en hem op den dag der vordering niet in staat stellen de huishuur te betalen.

De rechter kan ook, onder dezelfde voorwaarde, den huurder ontlasten van het niet betaalde saldo der helft van de vervallen huishuur of van een deel beneden dit saldo.

Hij beslist of de onderstand, verleend door het Nationaal Comité of door eene openbare of private instelling, in aanmerking moet genomen worden bij het berekenen der geldmiddelen van den huurder.

ART. 2.

Tot betaling van voormelde huishuur wordt door den rechter niet veroordeeld, indien de jaarlijksche huishuur niet overschrijdt :

600 frank voor de vaste goederen gelegen te Brussel, Schaerbeek, El-

Projet de loi amendé par le Sénat.

Wetsontwerp door den Senaat gewijzigd

beek-Saint-Jean, Saint-Gilles, Laeken, Etterbeek, Saint-Josse-ten-Noode et dans les communes de plus de 100,000 habitants ;

400 francs pour les immeubles situés dans les communes de 50,000 à 100,000 habitants ;

300 francs pour les immeubles situés dans les communes de 25,000 à 50,000 habitants ;

250 francs pour les immeubles situés dans les communes de 10,000 à 25,000 habitants ;

200 francs pour les immeubles situés dans les communes de 1,000 à 10,000 habitants ;

150 francs pour les immeubles situés dans les communes de moins de 1,000 habitants.

Néanmoins, pour bénéficier de cette disposition, le preneur aura à prouver que ses ressources et celles de son conjoint non séparé de corps ne lui permettaient pas pendant la guerre, et ne lui permettent pas à la date de l'action, de s'acquitter de la totalité ou d'une quotité des loyers échus.

ART. 4.

Si, dans les cas prévus aux articles 2 et 3 ci-dessus, les ressources ont été suffisantes pour permettre l'acquittement d'une partie des loyers échus, les loyers seront réduits proportionnellement.

Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Gillis, Laken, Etterbeek Sint-Joost-ten-Noode, alsmede in de gemeenten van meer dan 100,000 inwoners ;

400 frank voor de vaste goederen gelegen in de gemeenten van 50,000 tot 100,000 inwoners ;

300 frank voor de vaste goederen gelegen in de gemeenten van 25,000 tot 50,000 inwoners ;

250 frank voor de vaste goederen gelegen in de gemeenten van 10,000 tot 25,000 inwoners ;

200 frank voor de vaste goederen gelegen in de gemeenten van 1,000 tot 10,000 inwoners ;

150 frank voor de vaste goederen gelegen in de gemeenten van minder dan 1,000 inwoners.

Echter moet de huurder, om op het voordeel dezer bepaling aanspraak te hebben, het bewijs leveren dat zijne geldmiddelen en die van zijn niet van tafel en bed gescheiden echtgenoot hem gedurende den oorlog niet in staat stelden en hem op den dag der vordering niet in staat stellen, het volle bedrag of een deel van de vervallen huishuur te betalen.

ART. 4.

Waren, in de gevallen voorzien bij bovenstaande artikelen 2 en 3, de geldmiddelen toereikend om een deel der vervallen huishuur te kunnen betalen, dan wordt de huishuur naar evenredigheid verminderd.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

beek-Saint-Jean, Saint-Gilles, Laeken, Etterbeek, Saint-Josse-ten-Noode et dans les communes de plus de 100,000 habitants;

400 francs pour les immeubles situés dans les communes de 50,000 à 100,000 habitants;

300 francs pour les immeubles situés dans les communes de 25,000 à 50,000 habitants;

250 francs pour les immeubles situés dans les communes de 10,000 à 25,000 habitants;

200 francs pour les immeubles situés dans les communes de 1,000 à 10,000 habitants;

150 francs pour les immeubles situés dans les communes de moins de 1,000 habitants.

Néanmoins, le preneur sera condamné au paiement soit de la totalité, soit d'une quotité de sa dette, si le bailleur prouve que les ressources du preneur et de son conjoint non séparé de corps, déduction faite de leurs charges, lui permettaient pendant la guerre ou lui permettent à la date de l'action, de s'acquitter de la totalité ou d'une quotité des loyers échus.

ART. 4.

Si, dans les cas prévus à l'article 3 ci-dessus, les ressources n'ont été suffisantes que pour permettre le paiement d'une partie des loyers échus, les loyers seront réduits proportionnellement.

sene, Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Gillis, Laken, Etterbeek, Sint - Joost - ten-Noode, alsmede in de gemeenten van meer dan 100,000 inwoners;

400 frank voor de vaste goederen gelegen in de gemeenten van 50,000 tot 100,000 inwoners;

300 frank voor de vaste goederen gelegen in de gemeenten van 25,000 tot 50,000 inwoners;

250 frank voor de vaste goederen gelegen in de gemeenten van 10,000 tot 25,000 inwoners;

200 frank voor de vaste goederen gelegen in de gemeenten van 1,000 tot 10,000 inwoners;

150 frank voor de vaste goederen gelegen in de gemeenten van minder dan 1,000 inwoners.

Echter wordt de huurder veroordeeld tot betaling hetzij van het volle bedrag, hetzij van een deel zijner schuld, indien de verhuurder bewijst dat de geldmiddelen van den huurder en van zijn niet van tafel en bed gescheiden echtgenoot, na af trek van hunne lasten, hem gedurende den oorlog in staat stelden of hem op den dag der vordering in staat stelden het volle bedrag of een deel van de vervallen huishuur te betalen.

ART. 4.

Waren, in de gevallen voorzien bij bovenstaand artikel 3, de geldmiddelen slechts toereikend om een deel der vervallen huishuur te kunnen betalen, dan wordt de huishuur naar evenredigheid verminderd.

Projet de loi amendé par le Sénat.

Wetsontwerp door den Senaat gewijzigd.

ART. 20.

ART. 20.

Les preuves à fournir en exécution de la présente loi seront faites par toutes voies de droit, témoins et présomptions compris.

Le juge pourra en tout état de cause, même en degré d'appel, imposer au preneur la déclaration détaillée de l'état de ses ressources et de ses charges pendant le cours de la guerre et à la date de l'action. En ce cas, le preneur affirmera sous serment qu'il n'avait et n'a pas d'autres ressources. Le preneur qui refusera de faire la déclaration ou de prêter le serment pourra être condamné au paiement de la totalité de sa dette.

Seront considérés comme coupables d'escroquerie et punis des peines portées par le Code pénal, ceux qui auront obtenu ou tenté d'obtenir l'exonération ou la réduction de loyers, le remboursement de sommes payées à titre de loyer ou des délais de paiement, en faisant, de mauvaise foi, une fausse déclaration de l'état de leurs ressources et de leurs charges.

La publication du jugement ou de l'arrêt de condamnation pourra être ordonnée dans les formes prévues par l'article 502 du Code pénal, sans préjudice aux dommages-intérêts.

Cette condamnation entraînera de plein droit la déchéance de toute exonération ou réduction, comme de tous délais de paiement.

Par dérogation à l'article 100 du Code pénal, le chapitre VII et l'article 85

De ter uitvoering van deze wet te leveren bewijzen worden door alle rechtsmiddelen, ook door getuigen en vermoedens, bijgebracht.

De rechter kan in elken stand der zaak, zelfs in beroep, den huurder verplichten, de omstandige opgave te doen van zijne geldmiddelen en zijne lasten gedurende den oorlog en op den dag der vordering. In dit geval bevestigt de huurder onder eede dat hij geen andere geldmiddelen had noch heeft. De huurder, die weigert de opgave te doen of den eed af te leggen, kan worden veroordeeld tot betaling van het volle bedrag zijner schuld.

Worden aangezien als schuldig aan oplichting en gestraft met de straffen bepaald door het Strafwetboek, zij die de ontlasting of de vermindering van huishuur, de terugbetaling van sommen betaald als huishuur of uitstel van betaling hebben bekomen of gepoogd te bekomen door te kwader trouw eene valsche opgave van hunne geldmiddelen en hunne lasten te doen.

De bekendmaking van het vonnis of van het arrest van veroordeeling kan worden voorgeschreven op de wijzen voorzien bij artikel 502 van het Strafwetboek, onverminderd de schadevergoeding.

Deze veroordeeling brengt van rechtswege verlies mede van elk recht op ontlasting of vermindering, alsmede op elk uitstel van betaling.

Bij afwijking van artikel 100 van het Strafwetboek, zijn hoofdstuk VII en

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 20.

ART. 20.

Les preuves à fournir en exécution de la présente loi seront faites par toutes voies de droit, témoins et présomptions compris.

Le juge pourra, même en degré d'appel, lorsque la preuve imposée par la présente loi soit au bailleur, soit au preneur, ne sera pas pleinement fournie, imposer au preneur la déclaration détaillée de l'état de ses ressources et de ses charges pendant le cours de la guerre et à la date de l'action. En ce cas, le preneur affirmera sous serment qu'il n'avait et n'a pas d'autres ressources. Le preneur qui refusera de faire la déclaration ou de prêter le serment pourra être condamné au paiement de la totalité de sa dette.

Seront considérés comme coupables d'escroquerie et punis des peines portées par le Code pénal, ceux qui auront obtenu ou tenté d'obtenir l'exonération ou la réduction de loyers, le remboursement de sommes payées à titre de loyer ou des délais de paiement, en faisant, de mauvaise foi, une fausse déclaration de l'état de leurs ressources et de leurs charges.

La publication du jugement ou de l'arrêt de condamnation pourra être ordonnée dans les formes prévues par l'article 502 du Code pénal, sans préjudice aux dommages-intérêts.

Cette condamnation entraînera de plein droit la déchéance de toute exonération ou réduction, comme de tous délais de paiement.

Par dérogation à l'article 100 du Code pénal, le chapitre VII et l'article 85

De ter uitvoering van deze wet te leveren bewijzen worden door alle rechtsmiddelen, ook door getuigen en vermoedens, bijgebracht.

Wordt het bewijs, door deze wet opgelegd hetzij aan den verhuurder, hetzij aan den huurder, niet ten volle geleverd, dan kan de rechter, zelfs in beroep, den huurder verplichten, de omstandige opgave te doen van zijne geldmiddelen en zijne lasten gedurende den oorlog en op den dag der vordering. In dit geval bevestigt de huurder onder eede dat hij geen andere geldmiddelen had noch heeft. De huurder, die weigert de opgave te doen of den eed af te leggen, kan worden veroordeeld tot betaling van het volle bedrag zijner schuld.

Worden aangezien als schuldig aan oplichting en gestraft met de straffen bepaald door het Strafwetboek, zij die de ontlasting of de vermindering van huishuur, de terugbetaling van sommen betaald als huishuur of uitstel van betaling hebben bekomen of gepoogd te bekomen door te kwader trouw eene valsche opgave van hunne geldmiddelen en hunne lasten te doen.

De bekendmaking van het vonnis of van het arrest van veroordeeling kan worden voorgeschreven op de wijzen voorzien bij artikel 502 van het Strafwetboek, onverminderd de schadevergoeding.

Deze veroordeeling brengt van rechtswege verlies mede van elk recht op ontlasting of vermindering, alsmede op elk uitstel van betaling.

Bij afwijking van artikel 100 van het Strafwetboek, zijn hoofdstuk VII en

Projet de loi amendé par le Sénat.

Wetsontwerp door den Senaat goedgekeurd

du livre I^{er} de ce Code sont applicables aux infractions prévues par le présent article.

artikel 85 van boek I van dit Wetboek toepasselijk op de bij dit artikel voorziene overtredingen.

ART. 25.

ART. 25.

Les jugemens actuellement passés en force de chose jugée et qui ont été rendus par défaut, au cours de l'occupation du territoire, contre des locataires d'immeubles urbains par les tribunaux d'arbitrage, pourront, néanmoins, être frappés d'appel dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi.

Cet appel sera porté devant les tribunaux de première instance.

De vonnissen, thans in kracht van gewijsde gegaan en die, tijdens de bezetting van het grondgebied, door scheidsraden bij verstek werden gewezen tegen huurders van vaste goederen gelegen in steden; zijn nochtans vatbaar voor beroep binnen zes maanden na de afkondiging dezer wet.

Dit beroep wordt aanhangig gemaakt bij de rechtbanken van eersten aanleg.

Texte proposé par la Commission.

du livre 1^{er} de ce Code sont applicables
aux infractions prévues par le présent
article.

Art. 23.

(Supprimer cet article.)

Tekst door de Commissie voorgesteld.

artikel 83 van boek I van dit Wetboek
toepasselijk op de bij dit artikel voor-
ziene overtredingen.

Art. 23.

(Dit artikel te doen wegvallen.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 3 APRIL 1919.

ONTWERP VAN HUISHUURWET ⁽¹⁾

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **BRUNET**.

MIJNE HEEREN,

De Bijzondere Commissie, belast met het onderzoek van het ontwerp door den Senaat goedgekeurd, droeg er zorg voor, de oplossing van de huishuurquaestie zooveel mogelijk te bespoedigen.

Elke vertraging bij het tot stand brengen der wet zou gevolgen medebrengen van ernstigeren aard dan de aanneming eener regeling, waarvan het beginsel in sommige opzichten bestreden wordt.

Het verschil tusschen het ontwerp, door den Senaat aangenomen, en den tekst, door de Kamer goedgekeurd, komt in den grond alleen neer op de vraag, wie het bewijs, dat de huurprijs niet invorderbaar is, moet leveren.

Ongetwijfeld hangt de samenhang zelf van het stelsel, door de Kamer gehuldigd, van deze bewijsquaestie af.

Wil men alle huurders verplichten hun onvermogen te bewijzen in den loop der rechterlijke besprekingen, dan miskent men het sociaal karakter der wet, dan verlaagt men de geschillen tusschen eigenaars en huurders tot eenvoudige betwistingen tusschen private personen.

Het ontwerp, door den Senaat aangenomen, laat de sociale gronden ter zijde om enkel den persoonlijken toestand der betrokken partijen in

(1) Wetsontwerp gewijzigd door den Senaat, n° 115 (zie n° 5, 29, 40, 43, 49, 51, 54, 55, 65, 68, 77 en 80 van de Kamer der Volksvertegenwoordigers; n° 40 en 49 van den Senaat).

(2) De Commissie was samengesteld uit de heeren DE PONTIÈRE, voorzitter, BRIFAUT, BRUNET, FIEULLIEN, HANSSENS, PIRARD, VANDEWALLE en WAUWERMANS.

aanmerking te nemen. Het moet, als gevolg, de eigenaars bewegen, hunne huurders te dagvaarden. Het verplicht dezen, hunnen nood uiteen te zetten aan den rechter, die dan zijne uitspraak op louter persoonlijke gegevens steunt.

Uwe Commissie vreest dat het integrale stelsel van den Senaat tot ontelbare rechtsgedingen zal aanleiding geven. Het wilde haar voorkomen dat het van 't grootste belang is, dit getal in de mogelijke mate te verminderen.

Uwe Commissie was van gevoelen dat, waar het weinig belangrijke huishuren geldt, het noodig is, de eigenaars niet toe te laten de huurders, die hunne huur niet betaalden, in rechten te vervolgen, tenware deze eigenaars kunnen bewijzen dat de huurders in staat zijn te betalen.

Voor de « kleine huishuren » verzoeken wij de Kamer het stelsel, waaraan zij hare goedkeuring hechtte, te handhaven. Het uiterst beperkt bedrag van de huur, het feit van de niet-betaling doen een vermoeden ontstaan, dat de eigenaar gehouden moet zijn te doen vervallen.

Wat betreft de huishuren van een bedrag hooger dan dit aangeduid in artikel 2 van het ontwerp, sloot de meerderheid der leden van de Commissie zich aan bij de oplossing, door den Senaat aangenomen : de huurders moeten bewijzen dat hunne middelen hun niet toelaten hunne huur te betalen.

Tegenover de aanmerkingen, waartoe aanleiding werd gegeven door artikel 20 van het wetsontwerp betreffende de verklaring en den eed, meende de Commissie evenwel dat het paste ten minste ééne wijziging te brengen in dit artikel.

Indien de verklaring, zooals men het scheen aan te nemen, den huurder kan opgelegd worden zonder dat zelfs beproefd wordt een bewijs tegen hem aan te voeren, loopt dit ontwerp gevaar. het stelsel van de wet volkomen te verdraaien.

De regel, waarbij de bewijslast aan den eigenaar is opgedragen, zou vaak gansch ondoelmatig blijven, indien de rechter, bij gebrek aan eenig bewijs tegen den huurder, dezen eene verklaring van zijne geldmiddelen en lasten mag opleggen. Het zou vobrwaar de huurder zijn, wien, onder strenge straf-bepalingen, de verplichting zou opgelegd worden een bewijs te leveren, waarvan de last door de wet, in zekere gevallen, aan den eigenaar is opgedragen.

De Kamer heeft de bepaling aangenomen, waarbij de verklaring en de eed worden geregeld.

Zij zal moeten nagaan of, tegenover de wijzigingen in de ontwerpen die haar door de Regeering en de Bijzondere Commissie werden voorgelegd, dit dubbel bewijsmiddel — de verklaring en de eed — dient te worden behouden, ofwel of het niet past dat de wet enkel zou verwijzen naar de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek betreffende den aanvullenden eed.

Indien de verklaring als een bewijsmiddel wordt behouden, moet artikel 20 gewijzigd worden.

De tekst, door de Commissie voorgesteld, bepaalt dat de verklaring, evenals de eed, in werkelijkheid eene aanvullende verklaring is. De rechter mag ze slechts opleggen wanneer de gegevens, als bewijs dienend, die hem reeds zijn overgelegd, eene beslissing verrechtvaardigen.

De Senaat wijzigde den termijn bedoeld bij het eerste artikel van het door de Kamer aangenomen ontwerp.

De Kamer had den termijn, waarvoor bijzondere bepalingen waren ingevoerd om te regelen wat er met de huishuren zou geschieden, bepaald op « drie maand na de bekendmaking dezer wet, zonder dat dit tijdperk den duur van den oorlog moge overschrijden ».

De Senaat bepaalt het einde van dien termijn op « het einde van den oorlog ».

De door de Kamer aangenomen tekst levert dit voordeel op, dat het een maximum-termijn van drie maand na de bekendmaking der wet bepaalt.

Op welk oogenblik ook de vrede voorgoed onderteekend zij, toch zou het vaststaan dat de termijn, waarvoor uitzonderlijke maatregelen door de wet zijn ingevoerd, niet dien termijn van drie maand zal overschrijden.

De Senaat legt den rechter de verplichting op, outlasting van huishuur slechts met « groote omzichtigheid » toe te staan.

Hoe kan men deze bewoordingen billijken, wanneer de wet het bewijs ten laste van den huurder legt en de mogelijkheid om kwijschelding van huishuur te verleen en daarvan afhankelijk maakt?

Ongetwijfeld moet de rechter bescheiden te werk gaan bij het verleen van uitstel of van kwijschelding van huishuur. Doch door al te strenge regelen in de wet op te nemen, loopt men gevaar den rechter te verlammen en de in de wet geschreven macht meestal denkbeeldig te maken.

Artikel 4 van het ontwerp van den Senaat moet alleen in den vorm gewijzigd worden, indien het door de Commissie voorgestelde amendement op artikel 2 aangenomen wordt.

De nieuwe bepaling van artikel 2 maakt de vermelding van dit artikel in den tekst van artikel 4 overbodig.

Uwe Commissie meende niet zich bij de bepaling van artikel 25 van het ontwerp van den Senaat te kunnen aansluiten.

Het gewichtig vraagstuk van de waarde der beslissingen van de scheidsraden, onder de bezetting opgericht, wordt door die bepaling te berde gebracht. De inlassching van dit artikel in de wet zou kunnen ingeroepen worden als een bewijs dat die rechtbanken regelmatige inrichtingen van het Belgisch gerecht waren.

De door den Senaat aangenomen tekst schijnt een recht tot beroep open te stellen voor hen die veroordeeld werden door vonnissen bij verstek, alhoewel deze vonnissen in kracht van gewijsde zijn gegaan.

In stede van het recht tot beroep uit te breiden, zou die tekst ten gevolge hebben het te beperken.

Krachtens het koninklijk besluit van 26 October 1914 werd, gedurende den oorlogstijd, met name ten behoeve van hen, die eene door den vijand bezette provincie bewonen, alle termijnen geschorst, welke zijn bepaald om de beslissingen van de verscheidene rechtsmachten te bestrijden.

De door den Senaat aangenomen bepaling komt bijgevolg nutteloos voor en zelfs gevaarlijk, want het zou kunnen gelden als eene beperking van de rechten voorbehouden door het koninklijk besluit van 26 October 1914.

Dat zijn de wijzigingen welke uwe Bijzondere Commissie u voorstelt te brengen in den tekst, die u door den Senaat overgemaakt werd.

Zij heeft die aangenomen, doordrongen van eenen werkelijken verzoeningszin.

De Verslaggever,

EMILE BRUNET.

De Voorzitter,

DE PONTIÈRE.

AMENDEMENTS PROPOSÉS PAR LA COMMISSION.

AMENDEMENTEN DOOR DE COMMISSIE VOORGESTELD.

Projet de loi amendé par le Sénat,
(Articles que la Commission propose
de modifier.)

CHAPITRE PREMIER.

Exonérations et délais.

ARTICLE PREMIER.

Le juge peut accorder, pour le paiement des loyers échus anticipativement le 1^{er} août 1914 ou depuis cette date jusqu'à la fin de la guerre, des délais qui ne dépasseront pas cinq années à compter du jour du jugement définitif jusqu'au paiement du solde, à charge par le preneur de prouver que ses ressources et celles de son conjoint non séparé de corps ne lui permettaient pas pendant la guerre, et ne lui permettent pas à la date de l'action, de s'acquitter des loyers.

Le juge peut aussi, sous la même condition, mais en usant de ce pouvoir avec une grande réserve, exonérer le preneur du solde impayé de la moitié des loyers échus ou d'une quotité inférieure à ce solde.

Il décidera si les secours obtenus du Comité National ou d'une institution publique ou privée doivent entrer en compte dans le calcul des ressources du locataire.

ART. 2.

Le juge ne prononcera aucune condamnation au paiement des loyers ci-dessus prévus si le loyer annuel ne dépasse pas :

600 francs pour les immeubles situés à Bruxelles, Schaerbeek, Ixelles, Molen-

Wetsontwerp door den Senaat gewijzigd
(Artikelen waarin de Commissie wijzigingen
voorstelt.)

EERSTE HOOFDSTUK.

Ontlastingen en respijt.

EERSTE ARTIKEL.

Tot kwijting der huishuur, vooruit betaalbaar op 1 Augustus 1914 of sedert dezen dag tot na het eindigen van den oorlog, kan de rechter termijnen bepalen, welke niet vijf jaar, te rekenen van den dag van het eindvonnis tot de saldobetaling, mogen overschrijden, mits de huurder het bewijs levert dat zijne geldmiddelen en die van zijn niet van tafel en bed gescheiden echtgenoot hem gedurende den oorlog niet in staat stelden en hem op den dag der vordering niet in staat stellen de huishuur te betalen.

De rechter kan ook onder dezelfde voorwaarde, mits hij echter een zeer bescheiden gebruik van dit recht maakt, den huurder ontlasten van het niet betaalde saldo der helft van de vervallen huishuur of van een deel beneden dit saldo.

Hij beslist of de onderstand, verleend door het Nationaal Comité of door eene openbare of private instelling, in aanmerking moet genomen worden bij het berekenen der geldmiddelen van den huurder.

ART. 2.

Tot betaling van voormelde huishuur wordt door den rechter niet veroordeeld, indien de jaarlijksche huishuur niet overschrijdt :

600 frank voor de vaste goederen gelegen te Brussel, Schaerbeek, Elsene,

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

CHAPITRE PREMIER.

EERSTE HOOFDSTUK.

Exonérations et délais.

Ontlastingen en respijt.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

Le juge peut accorder, pour le paiement des loyers échus pendant une période commençant au 1^{er} août 1914 et prenant fin trois mois après la publication de la présente loi, sans qu'elle puisse dépasser la durée de la guerre, des délais qui ne dépasseront pas cinq années à compter du jour du jugement définitif jusqu'au paiement du solde, à charge par le preneur de prouver que ses ressources et celles de son conjoint non séparé de corps ne lui permettaient pas pendant la guerre, et ne lui permettent pas à la date de l'action, de s'acquitter des loyers.

Le juge peut aussi, sous la même condition, exonérer le preneur du solde impayé de la moitié des loyers échus ou d'une quotité inférieure à ce solde.

Il décidera si les secours obtenus du Comité National ou d'une institution publique ou privée doivent entrer en compte dans le calcul des ressources du locataire.

ART. 2.

Le juge ne prononcera aucune condamnation au paiement des loyers ci-dessus prévus si le loyer annuel ne dépasse pas :

600 francs pour les immeubles situés à Bruxelles, Schaerbeek, Ixelles, Molen-

Tot kwijting der huishuur vervallen gedurende een tijdperk ingaande met 1 Augustus 1914 en een einde nemend drie maand na de bekendmaking dezer wet, zonder dat dit tijdperk den duur van den oorlog moge overschrijden, kan de rechter termijnen bepalen, welke niet vijf jaar, te rekenen van den dag van het eindvonnis tot de saldobetaling, mogen overschrijden, mits de huurder het bewijs levert dat zijne geldmiddelen en die van zijn niet van tafel en bed gescheiden echtgenoot hem gedurende den oorlog niet in staat stelden en hem op den dag der vordering niet in staat stellen de huishuur te betalen.

De rechter kan ook, onder dezelfde voorwaarde, den huurder ontlasten van het niet betaalde saldo der helft van de vervallen huishuur of van een deel beneden dit saldo.

Hij beslist of de onderstand, verleend door het Nationaal Comité of door eene openbare of private instelling, in aanmerking moet genomen worden bij het berekenen der geldmiddelen van den huurder.

ART. 2.

Tot betaling van voormelde huishuur wordt door den rechter niet veroordeeld, indien de jaarlijksche huishuur niet overschrijdt :

600 frank voor de vaste goederen, gelegen te Brussel, Schaerbeek, El-

Projet de loi amendé par le Sénat.

Wetsontwerp door den Senaat gewijzigd.

beek-Saint-Jean, Saint-Gilles, Laeken, Etterbeek, Saint-Josse-ten-Noode et dans les communes de plus de 100,000 habitants;

400 francs pour les immeubles situés dans les communes de 50,000 à 100,000 habitants;

300 francs pour les immeubles situés dans les communes de 25,000 à 50,000 habitants;

250 francs pour les immeubles situés dans les communes de 10,000 à 25,000 habitants;

200 francs pour les immeubles situés dans les communes de 1,000 à 10,000 habitants;

150 francs pour les immeubles situés dans les communes de moins de 1,000 habitants.

Néanmoins, pour bénéficier de cette disposition, le preneur aura à prouver que ses ressources et celles de son conjoint non séparé de corps ne lui permettraient pas pendant la guerre, et ne lui permettent pas à la date de l'action, de s'acquitter de la totalité ou d'une quotité des loyers échus.

ART. 4.

Si, dans les cas prévus aux articles 2 et 3 ci-dessus, les ressources ont été suffisantes pour permettre l'acquittement d'une partie des loyers échus, les loyers seront réduits proportionnellement.

Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Gillis, Laken, Etterbeek Sint-Joost-ten-Noode alsmede in de gemeenten van meer dan 100,000 inwoners;

400 frank voor de vaste goederen gelegen in de gemeenten van 50,000 tot 100,000 inwoners;

300 frank voor de vaste goederen gelegen in de gemeenten van 25,000 tot 50,000 inwoners;

250 frank voor de vaste goederen gelegen in de gemeenten van 10,000 tot 25,000 inwoners;

200 frank voor de vaste goederen gelegen in de gemeenten van 1,000 tot 10,000 inwoners;

150 frank voor de vaste goederen gelegen in de gemeenten van minder dan 1,000 inwoners.

Echter moet de huurder, om op het voordeel dezer bepaling aanspraak te hebben, het bewijs leveren dat zijne geldmiddelen en die van zijn niet van tafel en bed gescheiden echtgenoot hem gedurende den oorlog niet in staat stelden en hem op den dag der vordering niet in staat stellen, het volle bedrag of een deel van de vervallen huishuur te betalen.

ART. 4.

Waren, in de gevallen voorzien bij bovenstaande artikelen 2 en 3, de geldmiddelen toereikend om een deel der vervallen huishuur te kunnen betalen, dan wordt de huishuur naar evenredigheid verminderd.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

beek-Saint-Jean, Saint-Gilles, Laeken, Etterbeek, Saint-Josse-ten-Noode et dans les communes de plus de 100,000 habitants;

400 francs pour les immeubles situés dans les communes de 50,000 à 100,000 habitants;

300 francs pour les immeubles situés dans les communes de 25,000 à 50,000 habitants;

250 francs pour les immeubles situés dans les communes de 10,000 à 25,000 habitants;

200 francs pour les immeubles situés dans les communes de 1,000 à 10,000 habitants;

150 francs pour les immeubles situés dans les communes de moins de 1,000 habitants.

Néanmoins, le preneur sera condamné au paiement soit de la totalité, soit d'une quotité de sa dette, si le bailleur prouve que les ressources du preneur et de son conjoint non séparé de corps, déduction faite de leurs charges, lui permettaient pendant la guerre ou lui permettent à la date de l'action, de s'acquitter de la totalité ou d'une quotité des loyers échus.

ART. 4.

Si, dans les cas prévus à l'article 3 ci-dessus, les ressources n'ont été suffisantes que pour permettre le paiement d'une partie des loyers échus, les loyers seront réduits proportionnellement.

sene, Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Gillis, Laken, Etterbeek, Sint - Joost - ten-Noode, alsmede in de gemeenten van meer dan 100,000 inwoners;

400 frank voor de vaste goederen gelegen in de gemeenten van 50,000 tot 100,000 inwoners;

300 frank voor de vaste goederen gelegen in de gemeenten van 25,000 tot 50,000 inwoners;

250 frank voor de vaste goederen gelegen in de gemeenten van 10,000 tot 25,000 inwoners;

200 frank voor de vaste goederen gelegen in de gemeenten van 1,000 tot 10,000 inwoners;

150 frank voor de vaste goederen gelegen in de gemeenten van minder dan 1,000 inwoners.

Echter wordt de huurder veroordeeld tot betaling hetzij van het volle bedrag, hetzij van een deel zijner schuld, indien de verhuurder bewijst dat de geldmiddelen van den huurder en van zijn niet van tafel en bed gescheiden echtgenoot, na af trek van hunne lasten, hem gedurende den oorlog in staat stelden of hem op den dag der vordering in staat stelden het volle bedrag of één deel van de vervallen huishuur te betalen.

ART. 4.

Waren, in de gevallen voorzien bij bovenstaand artikel 3, de geldmiddelen slechts toereikend om een deel der vervallen huishuur te kunnen betalen, dan wordt de huishuur naar evenredigheid verminderd.

ART. 20.

Les preuves à fournir en exécution de la présente loi seront faites par toutes voies de droit, témoins et présomptions compris.

Le juge pourra en tout état de cause, même en degré d'appel, imposer au preneur la déclaration détaillée de l'état de ses ressources et de ses charges pendant le cours de la guerre et à la date de l'action. En ce cas, le preneur affirmera sous serment qu'il n'avait et n'a pas d'autres ressources. Le preneur qui refusera de faire la déclaration ou de prêter le serment pourra être condamné au paiement de la totalité de sa dette.

Seront considérés comme coupables d'escroquerie et punis des peines portées par le Code pénal, ceux qui auront obtenu ou tenté d'obtenir l'exonération ou la réduction de loyers, le remboursement de sommes payées à titre de loyer ou des délais de paiement, en faisant, de mauvaise foi, une fausse déclaration de l'état de leurs ressources et de leurs charges.

La publication du jugement ou de l'arrêt de condamnation pourra être ordonnée dans les formes prévues par l'article 502 du Code pénal, sans préjudice aux dommages-intérêts.

Cette condamnation entraînera de plein droit la déchéance de toute exonération ou réduction, comme de tous délais de paiement.

Par dérogation à l'article 100 du Code pénal, le chapitre VII et l'article 85

ART. 20.

De ter uitvoering van deze wet te leveren bewijzen worden door alle rechtsmiddelen, ook door getuigen en vermoedens, bijgebracht.

De rechter kan in elken stand der zaak, zelfs in beroep, den huurder verplichten, de omstandige opgave te doen van zijne geldmiddelen en zijne lasten gedurende den oorlog en op den dag der vordering. In dit geval bevestigt de huurder onder eede dat hij geen andere geldmiddelen had noch heeft. De huurder, die weigert de opgave te doen of den eed af te leggen, kan worden veroordeeld tot betaling van het volle bedrag zijner schuld.

Worden aangezien als schuldig aan oplichting en gestraft met de straffen bepaald door het Strafwetboek, zij die de ontlasting of de vermindering van huishuur, de terugbetaling van sommen betaald als huishuur of uitstel van betaling hebben bekomen of gepoogd te bekomen door te kwader trouw eene valsche opgave van hunne geldmiddelen en hunne lasten te doen.

De bekendmaking van het vonnis of van het arrest van veroordeeling kan worden voorgeschreven op de wijzen voorzien bij artikel 502 van het Strafwetboek, onverminderd de schadevergoeding.

Deze veroordeeling brengt van rechtswege verlies mede van elk recht op ontlasting of vermindering, alsmede op elk uitstel van betaling.

Bij afwijking van artikel 100 van het Strafwetboek, zijn hoofdstuk VII en

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 20.

ART. 20.

Les preuves à fournir en exécution de la présente loi seront faites par toutes voies de droit, témoins et présomptions compris.

Le juge pourra, même en degré d'appel, lorsque la preuve imposée par la présente loi soit au bailleur, soit au preneur, ne sera pas pleinement fournie, imposer au preneur la déclaration détaillée de l'état de ses ressources et de ses charges pendant le cours de la guerre et à la date de l'action. En ce cas, le preneur affirmera sous serment qu'il n'avait et n'a pas d'autres ressources. Le preneur qui refusera de faire la déclaration ou de prêter le serment pourra être condamné au paiement de la totalité de sa dette.

Seront considérés comme coupables d'escroquerie et punis des peines portées par le Code pénal, ceux qui auront obtenu ou tenté d'obtenir l'exonération ou la réduction de loyers, le remboursement de sommes payées à titre de loyer ou des délais de paiement, en faisant, de mauvaise foi, une fausse déclaration de l'état de leurs ressources et de leurs charges.

La publication du jugement ou de l'arrêt de condamnation pourra être ordonnée dans les formes prévues par l'article 502 du Code pénal, sans préjudice aux dommages-intérêts.

Cette condamnation entraînera de plein droit la déchéance de toute exonération ou réduction, comme de tous délais de paiement.

Par dérogation à l'article 100 du Code pénal, le chapitre VII et l'article 85

De ter uitvoering van deze wet te leveren bewijzen worden door alle rechtsmiddelen, ook door getuigen en vermoedens, bijgebracht.

Wordt het bewijs, door deze wet opgelegd hetzij aan den verhuurder, hetzij aan den huurder, niet ten volle geleverd, dan kan de rechter, zelfs in beroep, den huurder verplichten, de omstandige opgave te doen van zijne geldmiddelen en zijne lasten gedurende den oorlog en op den dag der vordering. In dit geval bevestigt de huurder onder eede dat hij geen andere geldmiddelen had noch heeft. De huurder, die weigert de opgave te doen of den eed af te leggen, kan worden veroordeeld tot betaling van het volle bedrag zijner schuld.

Worden aangezien als schuldig aan oplichting en gestraft met de straffen bepaald door het Strafwetboek, zij die de ontlasting of de vermindering van huishuur, de terugbetaling van sommen betaald als huishuur of uitstel van betaling hebben bekomen of gepoogd te bekomen door te kwader trouw eene valsche opgave van hunne geldmiddelen en hunne lasten te doen.

De bekendmaking van het vonnis of van het arrest van veroordeeling kan worden voorgeschreven op de wijzen voorzien bij artikel 502 van het Strafwetboek, onverminderd de schadevergoeding.

Deze veroordeeling brengt van rechtswege verlies mede van elk recht op ontlasting of vermindering, alsmede op elk uitstel van betaling.

Bij afwijking van artikel 100 van het Strafwetboek, zijn hoofdstuk VII en

Projet de loi amendé par le Sénat.

Wetsontwerp door den Senaat gewijzigd.

du livre I^{er} de ce Code sont applicables aux infractions prévues par le présent article.

ART. 25.

Les jugements actuellement passés en force de chose jugée et qui ont été rendus par défaut, au cours de l'occupation du territoire, contre des locataires d'immeubles urbains par les tribunaux d'arbitrage, pourront, néanmoins, être frappés d'appel dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi.

Cet appel sera porté devant les tribunaux de première instance.

artikel 85 van boek I van dit Wetboek toepasselijk op de bij dit artikel voorziene overtredingen.

ART. 25.

De vonnissen, thans in kracht van gewijsde gegaan en die, tijdens de bezetting van het grondgebied, door scheidsraden bij verstek werden gewezen tegen huurders van vaste goederen gelegen in steden, zijn nochtans vatbaar voor beroep binnen zes maanden na de afkondiging dezer wet.

Dit beroep wordt aanhangig gemaakt bij de rechtbanken van eersten aanleg.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

du livre I^{er} de ce Code sont applicables
aux infractions prévues par le présent
article.

ART. 25.

(Supprimer cet article.)

artikel 85 van boek I van dit Wetboek
toepasselijk op de bij dit artikel voor-
ziene overtredingen.

ART. 25.

(Dit artikel te doen wegvallen.)